

**CONFERENCE MINISTERIELLE**  
**Singapour, 9-13 décembre 1996**

Original: espagnol

## ARGENTINE

Déclaration de S.E. M. Guillermo Jorge Campbell  
Secrétaire aux relations économiques internationales

L'entrée en activité de l'OMC s'est accompagnée d'une mise en oeuvre satisfaisante des Accords du Cycle d'Uruguay, ce qui montre bien que l'adhésion des Membres au système commercial multilatéral est de plus en plus marquée. Cette adhésion doit être maintenue et renforcée, car c'est

autonomes que l'Argentine a choisi de suivre ont rendu son économie plus efficiente, et ont contribué au processus multilatéral et à la croissance des échanges mondiaux. Par exemple, nos importations ont passé de 4 000 à 22 000 millions de dollars entre 1990 et 1995, soit une augmentation de 450 pour cent.

Cette ouverture appelle un traitement équivalent pour nos exportations, ce qui n'est malheureusement pas le cas jusqu'à présent.

Dans un secteur comme l'agriculture, qui a une importance vitale pour l'économie argentine, nous n'avons enregistré que de timides progrès en matière d'accès aux marchés et de rares signes d'une volonté politique d'éliminer les subventions à la production et au commerce.

Ce manque de détermination se traduit aujourd'hui par de fortes pressions qui risquent de déclencher un nouvel affrontement ruineux entre exportations subventionnées dans le secteur céréalier, qui pourrait déséquilibrer à nouveau les marchés mondiaux et compromettre les possibilités de croissance de la production d'aliments, indispensable pour répondre à une demande mondiale sans précédent.

Ce sont les producteurs efficients comme nous qui nous

auront part, en pâtiront  
au moins autant que nous.

Dans de telles conditions, ces pays pourraient difficilement se sentir encouragés à développer leur propre production agricole.

La politique d'"apartheid" qui vise le secteur agricole à l'OMC, ainsi que par l'atonie qui marque les négociations sur les crédits à l'exportation des produits agricoles, bloqués par quelques pays qui veulent profiter de l'absence de disciplines dans ce domaine pour continuer de subventionner leurs opérations commerciales.

Nous tenons à déclarer clairement ici, aujourd'hui, que le fait que nous